

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 7 au 13 mars 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

ÉCONOMIE

Au cours des 100 premiers jours de l'administration actuelle, le Peso mexicain (MXN) s'est apprécié de 4,72 %, soit la meilleure performance observée depuis la fin du taux de change fixe, en 1976. A l'exception du mandat d'Enrique Peña Nieto, où le MXN avait progressé de 2,37 %, tous les Gouvernements précédents avaient enregistré des dépréciations au cours des 100 premiers jours.

Suite aux avertissements des agences Fitch, S&P et Moody's sur l'insuffisance de l'aide Gouvernementale pour assainir PEMEX, le Ministère des Finances a annoncé la préparation de nouvelles mesures qui pourraient être annoncées dans les prochaines semaines. Pour rappel, les agences de notation estiment que des investissements annuels de 20 Mds USD sont nécessaires pour améliorer la situation financière de PEMEX. Le prix des titres de PEMEX a connu des évolutions positives suite à ces déclarations du Ministère des Finances, et la banque Morgan Stanley s'est appuyée sur ces dernières pour conseiller l'achat de ces titres.

La formation brute de capital fixe (FBCF) a clôturé l'année 2018 avec une baisse de 6,4 % (g.a.) en décembre, soit la plus forte baisse enregistrée depuis septembre 2013. La diminution de 9,4 % (g.a.) des dépenses en machines et équipements a fortement impacté l'indice, avec une chute de 12,1 % (g.a.) pour les investissements domestiques et de 7,5 % pour les investissements étrangers dans ces produits. Sur l'année 2018, la croissance de la FBCF est néanmoins positive (+0,6 %) après une baisse en 2017 (-1,6 %).

L'activité industrielle est retournée en terrain positif en janvier, à +0,6 % g.m après 3 mois en terrain négatif. La production industrielle reste toutefois négative en glissement annuel, à -0,9 % g.a. Le secteur minier plombe la production industrielle totale mexicaine, à -10,5 % g.a. La construction a crû de 1,7 % g.a. (+2,9 % g.m.) et l'industrie manufacturière de 1,7 % g.a. – pour mémoire cette dernière représente 55 % du PIB industriel mexicain.

En 2018, la consommation privée a crû de seulement 2,2 %, soit une baisse du taux de croissance pour la deuxième année consécutive et son niveau le plus bas depuis 2013. La consommation privée représente 60 % du PIB du Mexique.

En février 2019, 126 000 emplois formels ont été créés, soit une baisse de 23 % vs. février 2018. Le taux de croissance annuel de la création d'emplois est de 3,1 %, soit le niveau le plus faible depuis avril 2014. Les secteurs les plus dynamiques sont les transports (+5,3 % g.a.), la communication (+5,3 % g.a.) et l'agroalimentaire (+5,0 % g.a.). L'Institut Mexicain de Sécurité Sociale (IMSS) précise néanmoins dans son rapport qu'une diminution de la création d'emplois est observée à chaque début de sexennat.

Lors des discussions concernant le Plan National de Développement pour le pays, Alfonso Romo – Secrétaire Général de la Présidence de la République – a décrit l'augmentation des IDE entrants au Mexique comme un objectif prioritaire, citant une cible entre 32 Mds USD et 40 Mds USD. Il a également mentionné des objectifs quant à la création d'entreprises génératrices d'emplois qualifiés et le développement de l'industrie 4.0.

Sur les 17,35 Mds USD (335,3 Mds MXN) du total des contrats d'achats publics de médicaments sur le sexennat précédent, 35 % ont été destinés à la seule entreprise *Grupo Farmatico Especializados SA de CV*, selon les données révélées par le Ministère des Finances. Le Président a indiqué que les appels d'offres pour les médicaments continueraient, mais qu'ils ne seraient pas concentrés au profit d'une seule entreprise.

En janvier 2019, le tourisme a généré 2,29 Mds USD d'entrées de devises, soit une hausse de 17,7 % par rapport à janvier 2018, malgré la plus faible augmentation du nombre de touristes étrangers pour un mois de janvier depuis 2013 (+4,3 % vs. janvier 2018), atteignant 3,5 M. Ceci s'explique par une augmentation des dépenses moyennes, de 526 USD à 602 USD (+14,3 %).

Le consensus quant à la croissance pour l'année 2019 du principal indice boursier mexicain (S&P/BMV IPC) a été revu à la baisse, à 14,3 % (pour atteindre 47 700 points). Le consensus recueilli par Thomson Reuters s'élevait à 23,8 % en octobre dernier.

Citibanamex s'est déclaré prêt à lancer la phase de test de la plateforme de paiements électroniques *Código Digital* (CoDi), qui doit être opérationnelle en septembre. Cette plateforme, fonctionnant sans commission, permettra aux

Mexicains d'effectuer des transactions à l'aide de leur téléphone, diminuant ainsi l'utilisation d'argent liquide et impliquant une meilleure sécurité. Elle sera également un outil pour le versement des programmes sociaux.

Banxico a publié une circulaire contenant de nouvelles règles quant à l'utilisation des actifs virtuels le 8 mars dernier, limitant leur usage uniquement aux FinTechs régulées et aux institutions de crédits, pas aux usagers. Banxico justifie cette régulation par l'importante volatilité de ces actifs, dont les risques liés à leur complexité sont peu compris par leurs détenteurs. Leur utilisation potentielle pour le blanchiment d'argent dû à la non-traçabilité des transactions vers l'étranger a également été mentionnée. Les FinTech ont fortement critiqué ces nouvelles règles limitant leurs activités.

FINANCES PUBLIQUES

Le Gouvernement mexicain a émis avec succès des titres sur le marché local pour 15 Mds MXN. Ces titres à 5 ans, prenant échéance en septembre 2024, ont été émis au taux de 7,95 %. Cette émission témoigne d'un fort intérêt des marchés pour les titres souverains mexicains.

Suite à l'annonce du Vice-Ministre des Finances d'un décalage du calendrier de la construction de la nouvelle raffinerie le 12 mars à Dos Bocas pour des raisons budgétaires, le Président de la République et la Ministre de l'Énergie ont tous deux contredit ces déclarations le lendemain, assurant que celle-ci serait construite en 3 ans, et que les premiers éléments de l'appel d'offres pourraient être publiés le 18 mars.

Les recettes collectées par le Gouvernement via le Régime d'Intégration Fiscale (RIF) pour les petits contribuables ont atteint 420 M USD (8,1 Mds MXN) en 2018, en hausse de 12 % par rapport à 2017 soit le plus faible rythme de croissance depuis la création de ce régime en 2014. 7,2 % des contribuables bénéficient de ce régime offrant des avantages fiscaux aux petits entrepreneurs. Selon les experts, la baisse de la dynamique des recettes collectées est due au fait que beaucoup de contribuables inscrits au RIF sont contraints de le quitter pour différentes raisons (dépassement du seuil de revenus, cessation de l'activité...).

ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Les groupes Bolsa Mexicana de Valores (Bolsa) et Grupo Carso (GCarso, société de Carlos Slim) réintègrent l'indice boursier mexicain S&P/BMV IPC à partir du 19 mars, remplaçant Grupo Lala et Grupo Mexico Transportes (GMXT). Le poids des actions des deux groupes dans l'indice est estimé à 0,66 % pour Bolsa et 1,10 % pour GCarso.

La Commission Fédérale d'Electricité (CFE) va lancer un appel d'offres public, estimé à près de 30 Mds MXN (1,5 Md USD), pour la concession de 50 000 kilomètres de fibres optiques destinés à alimenter plus de 8 500 points de connexion Internet gratuits à travers le pays. Le paiement du contrat, d'une durée de 20 ans et renouvelable deux fois 5 ans, devra s'effectuer en une seule fois et en MXN.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 13/03/2019
Bourse (IPC)	+0,1 %	-13,6 %	41 933 points
Taux de change USD/Peso	-0,4 %	+3,8 %	19,28 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-0,2 %	-4,9 %	21,85 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	+2,3 %	+10,7 %	60,30 USD

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) relève de 2 crans, de A+ à AA, la note long terme de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) avec une perspective stable. S&P salue les efforts menés par la BCIE pour accueillir des membres de qualité, le dernier en date étant la Corée du Sud, et note aucun retard dans le service de leur dette envers l'institution depuis 10 ans. La BCIE est la banque multilatérale de développement d'Amérique latine dont la notation du risque a progressé le plus rapidement au fil des années, obtenant 16 améliorations par rapport à sa notation initiale (BBB-) publiée en 2002. La BCIE représente 47 % du total des décaissements des banques multilatérales de développement dans la région.

Belize

2017 – PIB : 3,2 Mds USD | Pop : 374 000 M hbts

La Banque interaméricaine de développement (BID) accorde un prêt de 15 M USD à la société Belize Sugar Industries (BSI), filiale d'American Sugar Refineries Group (ASR), afin de faire face à la baisse des cours

mondiaux du sucre et la possible future perte des traitements préférentiels avec le Royaume-Uni due au Brexit. Selon la BID, ce prêt vise à accroître la production et les exportations de sucres raffinés et spéciaux à plus forte valeur ajoutée. La BID indique qu'elle fournira, en outre, une assistance technique afin d'aider à améliorer la productivité agricole et la durabilité des 5 400 producteurs de canne à sucre dans le nord du Belize.

Le Belize rejoint la liste noire des paradis fiscaux après actualisation de celle-ci le 12 mars 2019 par les 28 Etats membres de l'Union Européenne (UE). Il intègre ainsi, la liste des 15 Etats présentant des «juridictions fiscales non coopératives». Le pays était jusqu'alors inscrit seulement sur la liste dite "grise" qui regroupe l'ensemble des nations n'ayant pas encore rempli les critères établis par l'UE en matière de bonne gouvernance fiscale, mais ayant pris des engagements en ce sens.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Le Costa Rica a approuvé l'accord de libre-échange avec la Corée du Sud. Une fois que l'accord sera entré en vigueur, 80 % des produits du Costa Rica pourront entrer sur le marché coréen sans être soumis à des droits de douane.

Un projet de réforme de la « Loi organique du système bancaire national » a été présenté le 8 mars dernier à l'Assemblée législative pour offrir plus de flexibilité aux banques étrangères. Elles auraient désormais le choix entre deux structures juridiques (société ou succursale) alors qu'actuellement, elles ne peuvent fonctionner qu'en tant que société (filiale). Ce projet de loi fait partie des efforts déployés par le pays pour devenir membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

En janvier, l'activité économique au Guatemala a enregistré une croissance de 3,4 % g.a. principalement en raison de la performance des secteurs des transports et des services privés.

Au cours des deux premiers mois de l'année, les revenus provenant des *remesas* ont totalisé 1,4 Mds USD soit 9 % de plus que pour la même période l'an dernier.

Le pays a enregistré une inflation de 4,5 % en février. Il s'agit du taux d'inflation le plus élevé pour un mois de février depuis 2012. Les secteurs transports et les loisirs ont notamment participé à la hausse des prix.

Le Ministère de l'Economie envisage la mise en place, au premier semestre, d'un guichet unique pour la facilitation des importations. Celui-ci fonctionnerait grâce à une plateforme électronique et vise à réduire les délais d'importations.

La confiance des entreprises continue de baisser en 2019 : l'indice de confiance a enregistré une baisse de 8 % (g.a.) au mois de février.

Dans le cadre d'une tournée en Amérique Latine, une délégation de 27 entreprises taiwanaises s'est rendue au Guatemala pour effectuer plus de 200 rencontres d'affaires avec de potentiels partenaires locaux. Les sociétés taiwanaises présentes opèrent dans une multitude de secteurs : les pièces détachées automobiles, les produits électroniques, les engrais, la quincaillerie, le textile ou encore les jouets. Elles souhaitent nouer de nouvelles relations d'affaires en priorité avec le Guatemala, dont l'économie est la plus importante du Triangle Nord.

D'après le think-tank Centro de Investigaciones Económicas Nacionales (CIEN), malgré les progrès en termes d'espérance de vie et de réduction du taux de mortalité maternelle, le Guatemala figure parmi les cinq pays d'Amérique latine et des Caraïbes où l'accès à la santé est le plus limité. D'après les chiffres du Ministère de la Santé, les guatémaltèques consacrent aujourd'hui près de 63 % de leur budget pour la santé, une fois les dépenses alimentaires effectuées, soit la même proportion qu'en 1995. Le temps d'attente dans les hôpitaux publics est en moyenne supérieur à 4 heures et la malnutrition chronique touche 46,5 % des enfants de moins de 5 ans.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

En février, l'inflation a atteint 4,09 % (g.a.).

Le Gouvernement est à la recherche d'un partenaire stratégique pour redresser l'entreprise hondurienne de télécommunications (Hondutel), laquelle fonctionne actuellement à perte. Une mission menée par des spécialistes des télécommunications de la BID sera prochainement effectuée dans le pays. D'après la Ministre des Finances, Rocio Tabora, le partenaire stratégique devra s'assurer que Hondutel remplit sa fonction de service public tant auprès des citoyens que des entités Gouvernementales, et garantir les investissements que le Gouvernement n'est pas en mesure de réaliser.

Les autorités nicaraguayennes ont prévu la mise en place, à compter du 15 mars, d'une taxe douanière sur les transports de fret en transit ou à destination finale dans le pays. La résolution autorisant la collecte a été signée le 28 février par le Directeur général des services des douanes du Nicaragua, mais le montant des frais n'a pas été précisé.

Le Gouvernement décide de maintenir, pour le moment jusqu'au mois d'août 2019, le salaire minimum mensuel à 189 USD dans 9 secteurs d'activité de l'économie. Le syndicat Central Sandinista de Trabajadores (CST) avait au préalable plaidé pour une hausse comprise entre +3,5 % et +8,25 %. En 2018, le revenu minimum légal avait progressé de +10,4 % pour atteindre 189 USD, soit moins de 50 % du coût du panier de subsistance.

En réponse à la demande du Président Daniel Ortega, l'Assemblée nationale nicaraguayenne approuve l'achat pour 22,7 M USD de Banco Corporativo (Bancorp), banque sanctionnée par les États-Unis pour avoir accepté des placements dans la société pétrolière vénézuélienne PDVSA. D'après l'ancienne ministre du Commerce, Azucena Castillo, le rachat d'une banque par l'État sanctionnée par Washington pourrait cependant empêcher le Nicaragua d'accéder aux financements des organisations internationales.

Moody's a amélioré de Baa2 à Baa1 la note du Panama en tant qu'émetteur à long-terme en devises étrangères. Les perspectives sont passées de positives à stables. Pour l'agence de notation, le Panama va continuer à se développer rapidement, dépassant la croissance obtenue par la plupart des pays bénéficiant de la qualification Baa.

En 2018, les flux d'IDE dans le pays ont atteint 5,5 Mds USD, soit 21 % de plus qu'en 2017. Cette croissance a été tirée par le dynamisme des investissements dans la zone franche de Colon où ils ont augmenté de 67 %, passant de 402 M USD à 673 M USD.

Les revenus liés au tourisme ont atteint 4,6 Mds USD en 2018, soit 3,3 % de plus qu'en 2017. Le pays a accueilli 2,48 millions de touristes sur l'année qui ont séjourné 8 jours en moyenne dans le pays pour un budget total de 1 860 USD. Ces touristes sont arrivés majoritairement des États-Unis (308 000), d'Espagne (72 000) et du Canada (45 000).

Le Panama a été retiré de la liste grise de l'Union Européenne liée au déficit de transparence fiscale, où il avait été inscrit en décembre 2017. L'UE a reconnu les progrès réalisés par le Panama suite à des aménagements sur la fiscalité des zones franches et des centres d'appels. Le pays reste cependant sur la liste européenne des États non-coopératifs en matière de blanchiment financier, et sur la liste noire française des paradis fiscaux.

La première phase des travaux du Millenium Plaza, projet d'infrastructure privé le plus important actuellement en construction au Salvador (175 M USD), a été réalisée à 25 %, selon la société Inversiones SIMCO qui opère le chantier. Cette première phase, qui devrait être finalisée d'ici mi-2020, comprend notamment une tour de 110 m de haut avec 30 étages, des stationnements souterrains, une galerie commerciale et un second immeuble d'habitation. Une

deuxième phase consistera à bâtir un hôtel, un centre de convention, un auditorium et un espace de loisir.

La Banque centrale des Caraïbes Orientales devrait émettre une devise digitale en coopération avec la FinTech Bitt Inc, basée en Barbade. Les deux entités ont signé un accord le 21 février. La nouvelle devise serait distribuée auprès des institutions financières de l'union monétaire, et pourra être utilisée pour les transactions financières entre consommateurs et marchands, ainsi que pour les transactions en *peer-to-peer*. Toutes les transactions se feront via *SmartPhones*.

5 pays caribéens sont listés sur la liste noire des paradis fiscaux de l'Union Européenne, sur un total de 15 pays : Trinité-et-Tobago (aucun engagement pris depuis son inscription sur la liste en 2017), la Barbade, les Bermudes, la Dominique et Aruba.

Le FMI s'est rendu à Port-Au-Prince du 25 février au 8 mars 2019 à la demande des autorités haïtiennes pour discuter de l'appui de l'institution aux mesures du Gouvernement, qui visent à réduire la pauvreté, encourager la bonne gouvernance, relancer la croissance et stabiliser la situation économique du pays. Le Ministre des Finances a annoncé que la fourniture d'un prêt concessionnel de 229 M USD à taux 0 % sur 3 ans devrait être examinée par le CA du FMI dans les prochaines semaines. Le prêt représente 100 % du quota mis en place par le FMI pour Haïti.

La visite a également permis de réaliser les analyses préparatoires à la revue de la situation économique du pays au titre de l'Article IV.

Le Ministre des Finances a annoncé le 8 mars dernier la mise en place de mesures pour qu'EDH (Électricité D'Haïti – entreprise publique de génération et distribution d'électricité) ne soit plus dépendante des subventions du Gouvernement (120 M USD, selon le Ministre) d'ici 2 ou 3 ans. Le Ministre a indiqué que les principaux facteurs de ce déficit étaient un prix de facturation trop faible (12 HTG/Kw vs. un coût de production de 24 HTG/Kw) et des faibles taux de facturation et de recouvrement des impayés (88 % d'impayés en décembre derniers). La dette d'EDH s'élevait à 212 M USD (17 Mds HTG) en novembre dernier.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Le Ministre des Finances et du Service Public a présenté un budget de 6,6 Mds USD (835,9 Mds JMD) pour l'année fiscale 2019/20, le 7 mars dernier. Selon lui, les priorités du budget sont la « génération d'opportunités pour tous », de la protection des individus vulnérables et de la poursuite de l'indépendance économique (*vis-à-vis du FMI*).

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

L'inflation a atteint 1,19 % g.a. en février, un niveau inférieur à la cible de politique monétaire établie par la Banque centrale (4,0 % g.a. ± 1,0 %). Elle s'élevait à 0,71 % g.a. en janvier. L'inflation sous-jacente s'est établie à 2,26 % g.a.

Le Conseil national des zones franches a approuvé la création de deux nouveaux parcs industriels ainsi que l'installation de 12 entreprises. Le Ministre de l'Industrie, du Commerce et des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) a indiqué que l'arrivée de ces nouvelles entreprises devrait générer que 1 800 emplois directs. Les deux nouveaux parcs devraient, quant à eux, générer 2 900 emplois.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce vise la formalisation de 700 000 des 1,5 M de microentreprises dominicaines, via la mise en place de nouveaux outils fiscaux et via l'inclusion des MPME au régime de sécurité sociale. Selon lui, 90 % de ces microentreprises sont aujourd'hui informelles.

Le Gouvernement de la République dominicaine a lancé la mise en place un appel d'offres de 14 M USD pour la construction d'un terminal de passagers pour le système interurbain du Grand Saint Domingue. Sur un terrain de 60 500 m², la capacité maximale sera de 6 000 passagers par heure pour 89 routes dirigées vers le sud du pays.

[INFORMATION À CE LIEN](#)

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.